

Que le ministre des Finances organise une enquête judiciaire sur l'affaire d'Astra Trust, qu'il fasse notamment examiner à cette occasion les affaires de Re-Mor et de C & M Financial Consultants et qu'il demande qu'on s'attache tout spécialement au fait que le service des Assurances et la province de l'Ontario ont refusé à trois reprises d'accorder un permis d'exploitation à Astra Trust avant d'acquiescer finalement à la demande le 17 novembre 1977.

Mme le Président: La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce qu'on mette la motion du député en délibération?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

L'AIDE AUX PROVINCES DE L'ATLANTIQUE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Madame le Président, la région de l'Atlantique vient de subir un autre coup dur à la suite du fiasco financier qu'a provoqué le 28 octobre le ministre représentant les Maritimes et de l'indifférence manifestée envers les malheurs qui se multiplient dans la région. La Canadian Gypsum Co. Ltd. va en effet cesser ses activités à Hillsborough, au Nouveau-Brunswick, le 31 décembre, faute de marchés, laissant environ 60 personnes sans travail. Par ailleurs, la société ferroviaire d'État, le CN, a demandé l'autorisation d'abandonner la ligne de Salisbury à Hillsborough. Voilà pourquoi je propose, appuyé par le député de Prince George-Bulkley Valley (M. McCuish):

Que le gouvernement prenne immédiatement des mesures pour remédier à la grande détresse dans laquelle se trouvent les Canadiens de l'Atlantique, comme en fait foi l'expérience des gens de Hillsborough, ou bien qu'il leur dise franchement qu'il se moque éperdument de la région de l'Atlantique de sorte que ses habitants réalisent l'état désespéré de leur situation et s'apprentent à crever de faim.

Mme le Président: La présentation d'une telle motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA LES PRÉVISIONS CONCERNANT LES SALAIRES—LES PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOIS

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme il le sait sans doute, le Conseil économique du Canada prévoit qu'en termes réels, les revenus des Canadiens décline-

ront de 4 p. 100 cette année et l'année prochaine. Pourrait-il nous dire s'il a l'intention de présenter de nouvelles mesures pour freiner cette baisse constante du pouvoir d'achat des Canadiens?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, sans vouloir contester les prévisions du Conseil économique du Canada, je puis vous dire que je n'ai pas l'intention, pour le moment, de modifier les mesures budgétaires présentées le 28 octobre dernier.

Des voix: C'est honteux!

M. Clark: Madame le Président, le ministre vient de dire qu'il n'a pas l'intention, pour le moment—Dieu sait ce qu'il veut dire par là—de faire quoi que ce soit pour remédier au fait que le revenu réel des Canadiens, c'est-à-dire l'argent dont ils ont besoin pour se procurer le nécessaire, va décliner de façon spectaculaire. Il n'ignore pas non plus que la politique de son gouvernement n'aide pas les Canadiens à trouver des emplois. Il devrait savoir aussi que le pourcentage de ceux qui ne cherchent même pas d'emploi parce qu'ils désespèrent d'en trouver étant donné le manque de travail a augmenté de 25 p. 100 par rapport à l'an dernier. Le ministre a-t-il l'intention de présenter de nouvelles mesures afin de créer de l'embauche pour les Canadiens qui veulent travailler?

M. MacEachen: Madame le Président, ce que je sais, c'est que depuis un an le nombre d'emplois au Canada a augmenté considérablement. Les dernières données publiées par Statistique Canada montrent que le taux de chômage désaisonnalisé a décliné le mois dernier et ce, dans toutes les régions du Canada sauf une. Je suis parfaitement au courant de la situation, madame le Président. Mais en dépit de ces faits encourageants, j'ai énoncé dans le budget une série de programmes qui, à mon avis, contribueront sensiblement à susciter la reprise dont le Canada a besoin à moyen terme.

M. Clark: Madame le Président, les Canadiens en ont assez des faux-fuyants du ministre des Finances. Ils savent qu'il se refuse à admettre que le chômage va continuer à s'accroître au Canada et que le nombre de personnes qui n'ont aucune chance de trouver un emploi est considérablement plus élevé cette année que l'an dernier.

Le ministre a encore dit aujourd'hui qu'il ne comptait rien faire «pour le moment». Mercredi dernier, il n'envisageait aucune mesure. Jeudi, il a dit qu'il n'avait pas encore décidé d'agir «pour le moment». Vendredi, il imputait les problèmes économiques du Canada au système de réserve fédérale des États-Unis. Je me demande bien comment le ministre peut dire qu'il ne compte rien faire «pour le moment». Que cache-t-il au Parlement? A-t-il ou non l'intention de présenter prochainement de nouvelles mesures économiques? Dans l'affirmative, peut-il nous dire quand il le fera et de quel genre de mesures il s'agira?